



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

annonces du Président de la République

Question au Gouvernement n° 1478

Texte de la question

ANNONCES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**M. le président.** La parole est à M. Jean-Carles Grelier.

**M. Jean-Carles Grelier.** Monsieur le Premier ministre, depuis quatre semaines, elles tiennent notre pays debout. Elles méritent notre reconnaissance et le paiement de leurs heures supplémentaires. Je parle de nos forces de l'ordre et de sécurité civile. *(Mmes et MM. les députés des groupes LR, LaREM, MODEM, SOC, UDI-Agir et LT se lèvent et applaudissent longuement. – Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes FI et GDR. – Alors que les députés des groupes FI et GDR restent assis, plusieurs députés des groupes LaREM et LR huent ou crient « Debout ! »)*

Le Président de la République s'est exprimé hier soir. Il est enfin sorti de son silence pesant. Pour cela, il aura fallu que, quatre samedis consécutifs, Paris et la plupart des grandes villes de France soient mises à feu et à sang, que des artisans et commerçants voient leur outil de travail dévasté et saccagé,...

**M. Maxime Minot.** Eh oui !

**M. Jean-Carles Grelier.** ...que notre économie perde de sa dynamique et de sa croissance, que la République même soit menacée dans ses fondements les plus profonds.

Pourquoi, monsieur le Premier ministre, avoir attendu si longtemps pour apporter ces premiers éléments de réponse dont on sent bien, d'ores et déjà, qu'ils n'apaiseront ni toutes les colères ni toutes les inquiétudes ?

**M. Fabien Di Filippo.** Il faut que le Gouvernement démissionne !

**M. Jean-Carles Grelier.** Pourquoi aura-t-il fallu, ces dernières heures encore, que le Gouvernement continue de naviguer à vue...

**M. Pierre Cordier.** Il n'y a plus de pilote !

**M. Jean-Carles Grelier.** ...sur le SMIC, sur la suppression de l'ISF, sur la défiscalisation des heures supplémentaires, sur la CSG et sur le financement de toutes ces mesures nouvelles ?

**M. Maxime Minot.** Leur mot d'ordre, c'est « On garde le cap » !

**M. Jean-Carles Grelier.** Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.)*

Monsieur le Premier ministre, cette crise profonde laissera des traces durables. N'allez pas croire que demain sera comme hier ! N'allez pas croire que les Français oublieront de sitôt ! Le mouvement qui menace de vous emporter et qui a failli emporter la France est celui que vous avez créé lors de l'élection présidentielle en faisant croire aux Français à l'avènement d'un monde nouveau, plus horizontal, plus participatif et plus à l'écoute (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits*) alors que tous vos actes, depuis dix-huit mois, ont démontré l'inverse.

Comment allez-vous reconstruire avec les Français cette part du récit national que vous avez abîmée, ce moment d'histoire qui porte désormais la marque de votre responsabilité ? Quelle légitimité reste-il à votre gouvernement quand vous-même et vos ministres êtes désavoués ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – « Debout ! » sur quelques bancs du groupe LR.*)

**M. Michel Herbillon.** Les députés de la majorité ne se lèvent pas ! C'est que cela va très mal !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Monsieur le député, vous avez commencé votre question en saluant le travail réalisé de façon continue par les forces de l'ordre depuis le début de la contestation et du mouvement des gilets jaunes. Nous saluons ici le travail difficile et précieux des forces de l'ordre, et je veux évidemment m'associer aux propos que vous avez tenus à leur endroit.

Vous avez évoqué les annonces formulées hier par le Président de la République. Il s'agit d'annonces clés, massives, qui reposent sur une idée que nous partageons tous : il faut que le travail paie.

**M. Michel Herbillon.** « Il faut garder le cap » !

**M. Pierre Cordier et M. Éric Straumann .** Le Président de la République vous a contredit !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** Nous devons, dans la mesure du possible, accélérer fortement la mise en œuvre de l'ensemble des mesures favorables aux salariés, en particulier aux plus modestes,...

**M. Maxime Minot.** Il était temps !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** ...à ceux qui sont rémunérés au niveau du SMIC et à ceux qui, du fait de leur travail intermittent, perçoivent même une rémunération mensuelle inférieure au SMIC. C'est le sens des mesures annoncées par le Président de la République.

Je veux d'abord parler de l'augmentation du SMIC, qui ne sera pas à la charge de l'entreprise. Au-delà de la revalorisation légale, la rémunération des smicards augmentera de 100 euros nets. Cette mesure sera financée par l'État. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur plusieurs bancs des groupes LR et GDR.*)

**M. Fabien Di Filippo.** Non, elle sera financée par les contribuables !

**M. Jean-Paul Lecoq.** Elle sera payée par les Français eux-mêmes !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** Elle profitera aux bénéficiaires de la prime d'activité – et peut-être même au-delà –, qui pourront bénéficier du fruit de leur travail et participer à l'économie. (*Exclamations persistantes sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

J'en viens à la mesure concernant les heures supplémentaires, que nous avons déjà évoquée. Il s'agit d'accélérer sa mise en œuvre en supprimant l'ensemble des cotisations sociales qui pèsent sur les heures

supplémentaires, lesquelles seront également défiscalisées. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Thibault Bazin.** Ça vous fait mal !

**M. Sébastien Jumel.** C'est le retour de Sarkozy !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** Là encore, il faut faire en sorte que le travail paie. Cette mesure bénéficiera aux salariés du privé, mais aussi, évidemment, aux agents de la fonction publique. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Elle permettra une augmentation de la rémunération, y compris pour les plus modestes.

**M. Pierre-Henri Dumont.** Merci, Sarkozy !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** Je le répète, cette mesure s'inscrit dans la logique du travail qui paie.

Une autre mesure importante consiste à revenir sur l'augmentation de la CSG,...

**M. Éric Straumann.** Bravo ! C'est ce que nous réclamons depuis longtemps !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** ...là encore pour entendre la demande d'une plus grande justice fiscale et sociale. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Je suis heureux de constater l'enthousiasme des députés du groupe Les Républicains. Je le partage ! (*Mêmes mouvements.*)

Nous ne toucherons pas à la situation des 40 % de retraités qui bénéficient du taux réduit.

**M. Pierre Cordier.** C'est dur à dire !

**M. Fabien Di Filippo.** C'est dur de parler quand a avalé son chapeau !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** Quant aux 60 % de retraités ayant vu leur taux de CSG augmenter, nous ferons en sorte que la moitié d'entre eux soient à nouveau soumis au taux antérieur et que seuls les 30 % ayant les revenus les plus élevés soient affectés par cette augmentation. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

**Mme Émilie Bonnavard.** Tout ça pour ça !

**M. Michel Herbillon.** Vous avez été désavoué !

**M. Jean-Paul Lecoq.** C'est une escroquerie d'État !

**M. Pierre Cordier.** Il change d'avis comme de chemise !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** Il y a donc beaucoup de mesures, monsieur le député. Je suis certain qu'à l'occasion des questions qui suivront, je pourrai parler de leur financement.

Ces nombreuses mesures montrent que le Président de la République a entendu la colère qui s'exprimait. Il y a apporté les réponses qui s'imposaient.

**Mme Valérie Lacroute.** Enfin ! Après quatre semaines de contestation !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** Notre mission consiste évidemment à mettre en œuvre l'ensemble des

mesures annoncées par le Président de la République. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – M. Bertrand Pancher applaudit également.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-Carles Grelier](#)

**Circonscription** : Sarthe (5<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1478

**Rubrique** : Politique économique

**Ministère interrogé** : Premier ministre

**Ministère attributaire** : Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [12 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 décembre 2018](#)